



ENSEMBLE

POUR UNE RÉUNION SOCIALE ET SOLIDAIRE

LA LETTRE MENSUELLE DE LA
CHAMBRE RÉGIONALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE DE LA RÉUNION

EDITO

Le Centre de documentation de l'Économie Sociale et Solidaire.

Porteurs de projet, étudiants, élus associatifs, bénévoles..., la Chambre Régionale de l'Économie Sociale abrite dans ses locaux de la Maison de l'Économie Sociale, le centre de documentation de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Sur place, outre un accueil personnalisé de nos chargés de mission, plus de 600 références (livres, revues, périodiques...) traitant du sujet, sont à votre disposition afin de vous éclairer dans vos démarches « solidaires ». Unique à La Réunion!

Horaires d'ouverture : Du Lundi au Vendredi de 8H30 à 12H30 et de 14H00 à 17H30

Contact:

Tel: 02.62.21.50.60

Fax: 02.62.21.50.61

**MERCI DE FAIRE VIVRE
CETTE LETTRE ET DE
NOUS PROPOSER DES
ARTICLES**



02.62.21.50.60

LES CEMEA, 10 ANS AU SERVICE DE L'ÉMERGENCE DES PROJETS D'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Accompagner la création de services solidaires

Dans le cadre de leur action d'aide à l'émergence et à la création de services solidaires, les Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active (CEMEA) accompagnent des porteurs de projet collectif dans la réalisation de leurs structures en partenariat avec le Conseil Général et la DTEFP.

L'action a concerné cette année, une cinquantaine de projets dans le domaine de l'enfance, des personnes âgées, du handicap, de la culture et du socio-éducatif et, de l'expression artistique et musicale. Les accompagnateurs aident les groupes porteurs de projet à construire leur activité en référence aux valeurs énoncées par le collectif.

De l'idée à l'élaboration de leur structure, l'accompagnement contribue également à développer la capacité des porteurs de projet à mieux gérer la création ou la consoli-



dation des emplois nécessaires à leur activité.

Des exemples de projets d'utilité sociale en construction:

Des parents d'enfants et adultes handicapés psychiques de toute l'île et des professionnels élaborent ensemble la création de lieux d'accueil qui puissent être complémentaires à l'hôpital psychiatrique ; des parents de jeunes enfants mettent en œuvre des activités d'éveil dans un espace dédié aux enfants et aux parents à Vincendo ; une association de parents d'enfants et d'adultes ayant pour certains un handicap, veulent créer une maison de socialisation pour les familles sur St-Louis ; une aide soignante à la retraite envisage avec d'autres personnes de développer des activités pour les personnes âgées à La Possession...

Agir ensemble, se former et créer du lien
Les CEMEA organisent en parallèle de l'ac-



compagnement individuel des structures, plusieurs regroupements thématiques réunissant les porteurs de projet de toute l'île, confrontés souvent aux mêmes difficultés.

Des thèmes aussi divers que : l'évaluation du projet associatif, le développement des ressources propres de l'association, la relation partenariale, la gestion des relations bénévoles/salariés et le recrutement de personnel, le développement de la communication interne et externe, la gestion comptable et financière, la conduite de réunion sont abordés.

Ce travail particulier mené sur la dynamique des collectifs, permet ainsi de développer des compétences individuelles essentielles à une réalisation personnelle et professionnelle des personnes, et renforce la mobilisa-



tion des porteurs de projet entre eux.

Partager des idées et des questionnements

Un film sur ces initiatives solidaire à La Réunion est en cours de réalisation, il doit sortir dans le courant du premier trimestre 2007. Il mettra l'accent à partir des nombreux témoignages des porteurs de projet, autant sur la richesse des activités mise en œuvre que sur les difficultés à les concrétiser dans le contexte local.

Une diffusion large est prévue sur le territoire en partenariat avec la CRES.



LE COIN DU NET

<http://www.associations.gouv.fr>

Portail ministériel d'information sur les associations et la politique associative de l'État. Pour créer, comprendre, s'informer sur les associations.

<http://www.reunion.pref.gouv.fr>

Site de la préfecture de La Réunion. Portail des services de l'État à La Réunion.

<http://www.queseraitlaviesanslesassociations.org>

A l'initiative de la conférence permanente des coordinations associatives, ce site est destiné à présenter aux associations les enjeux de la campagne présidentielle.

CHAMBRE RÉGIONALE
DE
L'ÉCONOMIE SOCIALE
DE
LA RÉUNION

Dépôt Légal Mars 2007

c/o Maison de l'Économie Sociale
24 rue du Général De Gaulle
97400 SAINT-DENIS

Téléphone
02 62 21 50 60

Télécopie
02 62 21 50 61

Messagerie
contact@cres-reunion.com

Avec la participation de :



RESPONSABILITE CIVILE ET PENALE DE L'ASSOCIATION

Cours d'informatique, initiation à Internet... L'usage d'ordinateurs et d'Internet dans les associations tend de plus en plus à se démocratiser. Toutefois l'association qui met ces outils à la disposition de ses salariés, bénévoles et/ou adhérents peut voir engager, en cas de fautes ou d'infractions de ceux-ci, sa responsabilité civile voir même pénale.

- **La responsabilité civile** de l'association peut être engagée pour :
 - Les fautes et infractions pénales commises par ses adhérents lorsqu'ils sont placés sous sa surveillance (cours d'informatique, initiation à Internet...);
 - Les fautes et infractions pénales commises par ses salariés et préposés occasionnels dans l'exercice de leurs fonctions.
 - **La responsabilité pénale** de l'association peut être engagée pour les infractions pénales commises par ses organes ou représentants (membres du conseil d'administration, salariés titulaires de délégation de pouvoir, dirigeant de fait).
- Source : Extraits du N°352 Juris-associations.

LES ENTREPRISES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE INTERPELLENT LES CANDIDATS A LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE POUR UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL D'UNE SOCIÉTÉ PLUS SOLIDAIRE

Les entreprises de l'économie sociale (coopératives, mutuelles, associations, fondations), soit 800 000 entreprises en France, représentant 2 Millions de salariés, rappellent la place de 1er rang qu'elles occupent dans le champ économique et social, en mettant en œuvre un « entreprendre autrement ».

« Mettre l'Homme au cœur des projets » trouve une traduction concrète dans nos modes d'organisation spécifiques qui permettent de répondre à des questions cruciales telles que :

- la répartition plus équitable des richesses produites,
- l'association des salariés, des usagers, des membres aux décisions et à la recherche de solutions conformes à leurs attentes,
- l'ancrage des activités dans les territoires (ni « opéables », ni délocalisables),
- la prise en compte du long terme dans les résultats financiers (réserves impartageables),
- l'attention à l'environnement et au développement durable.

Solidarité, démocratie, engagement citoyen constituent le socle commun de référence de nos entreprises ; création d'emploi, lutte contre les exclusions, recherche d'un mieux vivre ensemble, équilibre des territoires en sont la traduction.

Dans tous les secteurs d'activité (de l'indus-

trie aux services), des plus grandes entreprises aux plus modestes, les acteurs de l'économie sociale défendent un modèle d'entreprendre où solidarité rime avec développement, où le souci de chacun bénéficie à tous.

Nos entreprises attendent des candidats à la Présidence de la République une position claire sur leur conception d'une économie plurielle, sur la place qu'ils entendent donner à nos entreprises et sur les moyens qu'ils mettront en œuvre pour dépasser les difficultés qui freinent aujourd'hui leur essor.

Sept domaines sont particulièrement visés - reconnaissance dans les textes législatifs - non discrimination dans les mesures de soutien aux entreprises - reconnaissance des syndicats d'employeurs de l'économie sociale - place des Chambres régionales de l'économie sociale - place de l'économie sociale dans l'Union européenne - formation, recherche - structure ministérielle dédiée à l'économie sociale.

Quels engagements les candidats à la Présidence à la République prennent-ils envers ce secteur, modèle de démocratie économique et sociale ?

Contact presse : Marie-Hélène Gillig -
Tél : 01 42 93 56 08 Source: CEGES

